



PREFECTURE
Direction de l'action territoriale de l'Etat
Bureau du Développement Durable

Toulon, le 31 JUIL. 2013

ARRETE d'autorisation complémentaire concernant la réalisation d'un plan de gestion par la société FIRMENICH GRASSE SAS dans le cadre de la cessation de ses activités sur le site de Seillans

Le Préfet du Var

Chevalier de la Légion d'Honneur,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,

Vu le Code de l'Environnement (parties législative et réglementaire),

Vu l'arrêté préfectoral du 05/12/83, complété par les arrêtés complémentaires du 11/07/89, du 29/11/01 et du 29/05/09, autorisant la société Firmenich Grasse SAS à exploiter sur son site de Seillans des installations destinées à la fabrication de produits aromatiques, naturels ou de synthèse,

Vu le courrier du 23 décembre 2010 de la société Firmenich Grasse SAS notifiant à monsieur le Préfet du Var la date de cessation définitive de ses activités fixée au 31 mars 2011,

Vu le rapport du 7 avril 2011 de l'inspecteur des installations classées auprès de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement, rappelant à la société Firmenich Grasse SAS ses obligations en matière de cessation d'activité d'une installation classée soumise à autorisation,

Vu le mémoire de cessation d'activité remis en date du 21 novembre 2012 à l'inspecteur des installations classées auprès de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement,

Vu le rapport du 30 janvier 2013 de l'inspecteur des installations classées auprès de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement portant sur le mémoire de cessation d'activité sus visé,

Vu l'avis formulé par le Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques lors de sa séance du 13 mars 2013,

Considérant que le diagnostic des sols réalisé par Tawn France en octobre et novembre 2011 met en évidence la présence d'une source de pollution des sols du site de la société Firmenich Grasse SAS, notamment par des hydrocarbures,

Considérant que d'un point de vue sanitaire, l'impact en hydrocarbures détectés dans les sols en aval des cuves de fioul, peut présenter des risques particuliers pour les futurs usagers du site,

Considérant qu'en cas de présence d'hydrocarbures attestée dans les eaux du Neisson à l'aval du site à des concentrations déjà relevées par l'exploitant, l'usage des eaux du Neisson peut entraîner un risque sanitaire hors site pour les usagers,

.../...

Considérant que ces polluants sont susceptibles, après migration dans les eaux souterraines, d'impacter des cibles situées en aval hydraulique du site,

Considérant qu'il s'avère indispensable que l'exploitant procède à de nouvelles analyses des sols sous la dalle de rétention des anciennes cuves de fioul afin de déterminer si une fuite éventuelle des cuves peut être responsable de la pollution des sols mises en évidence dans le secteur du sondage S6,

Considérant qu'il s'avère indispensable de définir la source de pollution dans ses trois dimensions pour estimer le volume approximatif des terres polluées par les hydrocarbures,

Considérant que la réalisation d'un plan de gestion est nécessaire pour maîtriser les sources sur site et leurs impacts,

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la préfecture du Var,

ARRETE

ARTICLE 1 :

Sous réserve des droits des tiers, la société FIRMENICH GRASSE SAS dont le siège social est situé Place les Bois de Grasse - BP 92 113 à Grasse (06130) est tenue de se conformer, pour son site se trouvant au 543 route de la parfumerie sur la commune de Seillans, aux prescriptions du présent arrêté dont les délais s'entendent à compter de sa notification.

ARTICLE 2 :

La société FIRMENICH GRASSE SAS est tenue **sous 2 mois** à compter de la notification du présent arrêté, de transmettre à l'inspection des installations classées :

- Des nouvelles analyses des sols sous la dalle de rétention des anciennes cuves de fioul afin de déterminer si une fuite éventuelle des cuves peut être responsable de la pollution des sols mises en évidence dans le secteur du sondage S6,

Ces nouveaux sondages délimitent la source de pollution dans ses trois dimensions.

- L'estimation du volume des terres polluées par les hydrocarbures, au droit des anciennes cuves de fioul et du piézomètre MW5,
- Un plan de gestion :
 - de la pollution des sols par des hydrocarbures au droit des cuves de fioul,
 - de la pollution des sols et des eaux en HAP relevée au niveau du piézomètre MW5 dont le calcul de l'excès de risque individuel basé sur le facteur d'équivalent toxique du benzo(a)pyrène a conclu à un risque inacceptable pour une population de résidents en cas d'ingestion de végétaux auto-produits.

A cet effet, la démarche de plan de gestion définie par la circulaire ministérielle du 8 février 2007 peut être utilisée.

Ce plan de gestion est réalisé sur un périmètre comprenant au moins le site de la société Firmenich SAS et les terrains situés à l'extérieur du site pour lesquels l'état des milieux ne seraient pas compatible avec les usages constatés.

Les sources potentielles de pollution sont identifiées, caractérisées et leurs extensions verticales et horizontales déterminées.

Le plan de gestion explique l'ensemble de la démarche de gestion et justifie les travaux, sur la base d'un bilan « coûts-avantages », en identifiant les différentes options de gestion possibles (traitement sur site, hors site, excavations, confinement, restrictions d'usage, etc), qui permettent de rendre les terrains compatibles :

- pour le site : avec l'usage résidentiel retenu par l'exploitant,
- pour les terrains hors site : avec les usages actuels constatés.

Ce bilan coûts/avantages s'appuie sur des critères explicites et argumentés étant entendu que doivent être retenues en priorité :

- les mesures permettant l'élimination des pollutions compte tenu des techniques disponibles et de leurs coûts ;
- puis, si les mesures précédentes sont impossibles ou insuffisantes, celles conduisant à supprimer de façon pérenne les possibilités de contact entre les pollutions (terres, vapeurs, etc) et les personnes.

L'étude comprend, notamment :

- le bilan coûts-avantages des différentes mesures de gestion envisagées,
- les mesures de gestion proposées à l'issue de ce bilan (dépollution, confinement, atténuation, etc),
- les actions sur les voies de transfert résiduelles proposées (couverture, restriction d'usage des eaux, etc),
- une étude de risques sanitaires afin de vérifier que le site est compatible avec l'usage défini si l'étude ne permet pas de façon pérenne d'éliminer totalement les sources de pollution, de réduire les pollutions ou les expositions résiduelles en deçà des valeurs de gestion réglementaire lorsqu'il en existe, ou de supprimer les voies de transfert entre les sources de pollution et les populations. Cette étude peut prendre la forme d'une analyse des risques résiduels telle que définie dans la circulaire ministérielle du 8 février 2007 susvisée.

Des restrictions d'usage doivent être proposées si elles s'avèrent nécessaires compte tenu de la pollution résiduelle des sols et des eaux souterraines.

Tout danger ou nuisance non susceptible d'être prévenu par les prescriptions du présent arrêté est immédiatement porté à la connaissance du Préfet et à l'inspecteur des installations classées auprès de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement.

L'exploitant fournira un dossier de fin de travaux constitué des pièces suivantes :

- une synthèse à caractère technique et non technique, l'ensemble des contrôles à réaliser au cours des opérations de dépollution,
- les résultats et les conclusions de l'organisme en charge du contrôle des opérations de dépollution,
- les éléments nécessaires à l'information et à la mise en œuvre des restrictions d'usage éventuelles.

Un contrôle des mesures du plan de gestion est réalisé par une entité indépendante des prestataires en charge des opérations de dépollution.

ARTICLE 3 :

La société FIRMENICH GRASSE SAS est tenue de réaliser une surveillance de la qualité des eaux souterraines au droit de son site et des eaux superficielles du cours d'eau « Neisson ».

Les prélèvements des eaux souterraines doivent être effectués sur chacun des 4 piézomètres PZS6, MW2, MW6 et MW7 implantés sur le site conformément au plan joint en annexe du présent arrêté.

Les campagnes de prélèvement sont réalisées à la fréquence semestrielle, en période dite de basses-eaux et hautes eaux., pour une durée de quatre années.

La première campagne d'analyse est réalisée dans un délai de 2 mois à compter de la notification du présent arrêté.

Les analyses de ces prélèvements portent sur les paramètres suivants :

- les hydrocarbures totaux,
- les BTEX (Benzène, Toluène, Ethylbenzène, Xylène),
- les HAP (Hydrocarbures Aromatiques Polycycliques),
- la hauteur d'eau dans les piézomètres (eaux souterraines) exprimée en NGF,
- en cas de présence de flottants, leur épaisseur est mesurée (eaux souterraines).

Les analyses sont effectuées selon les normes en vigueur par un organisme accrédité.

Les résultats de cette auto-surveillance sont transmis à l'inspection des installations classées dans le mois qui suit leur réception, sous forme d'un rapport comportant une analyse des résultats, une comparaison par rapport aux valeurs antérieures et aux valeurs de référence sur la qualité des eaux souterraines, ainsi que les commentaires sur les tendances d'évolution. Ils seront accompagnés de mesures de gestion complémentaires en cas de dérive.

Un bilan quadriennal est adressé à l'inspection des installations classées à l'issue de la période de surveillance.

ARTICLE 4 :

Si à l'expiration des délais fixés dans le présent arrêté, l'exploitant n'a pas obtempéré à la présente mise en demeure, il pourra être fait application des suites administratives prévues à l'article L.514-1 du Code de l'Environnement, indépendamment des poursuites pénales.

ARTICLE 5 :

En cas de non respect des dispositions du présent arrêté, il pourra être fait application des sanctions pénales prévues à l'article L.514-11 du Code de l'Environnement.

ARTICLE 6 :

La présente décision peut être déférée à la juridiction administrative :
par le demandeur ou l'exploitant, dans un délai de 2 mois à compter de la notification de l'acte,
par les tiers dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de l'acte.

ARTICLE 7 :

La présente décision sera notifiée à l'exploitant.

Une copie du présent arrêté sera affichée en mairie de Seillans pendant un délai d'un mois. Il sera dressé procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité par les soins du Maire.

ARTICLE 8 :

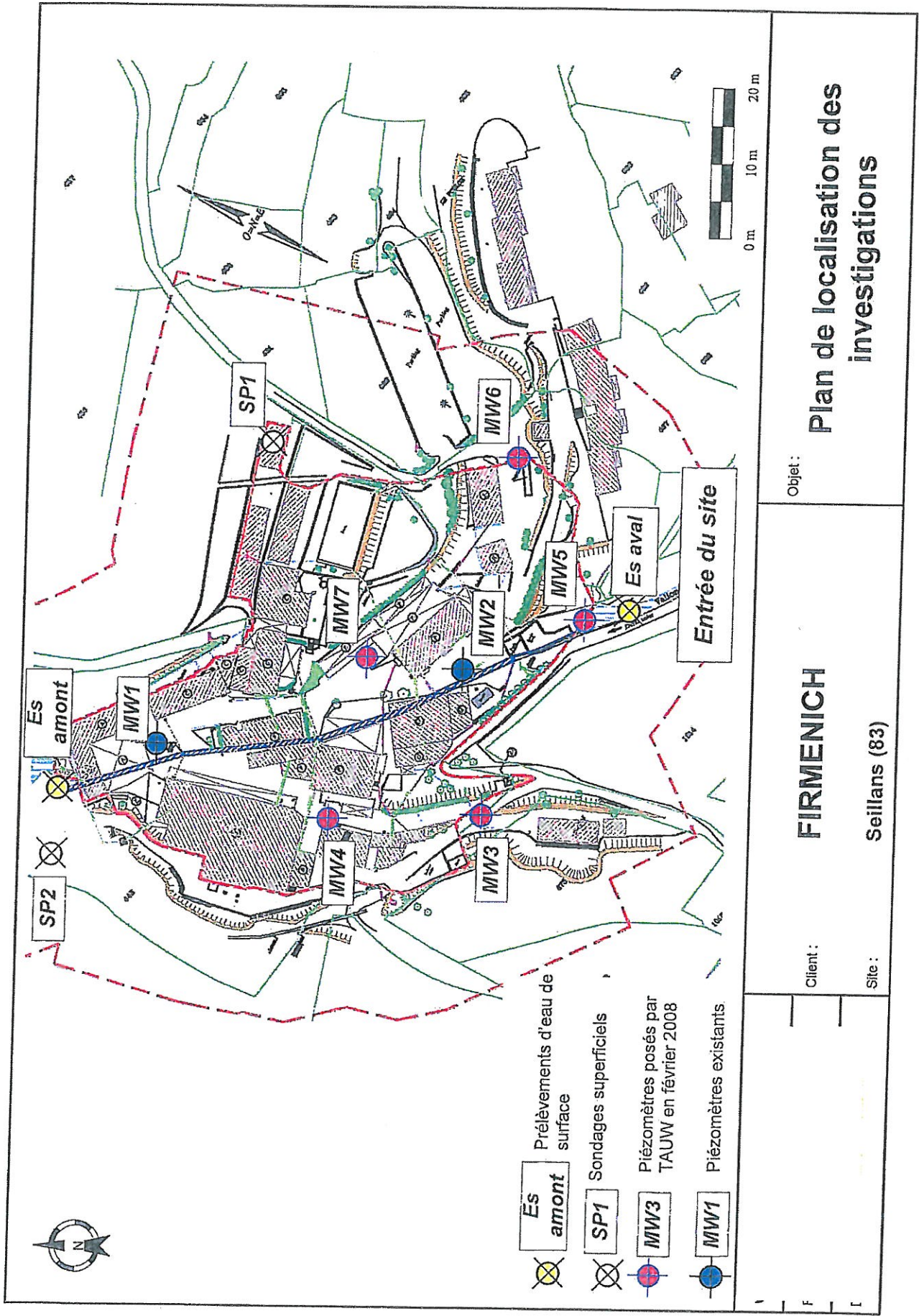
Le Secrétaire Général de la Préfecture du Var, le Maire de Seillans, l'inspecteur des installations classées auprès de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement, sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté donc copie sera adressée au Sous-Préfet de l'arrondissement de Draguignan.

Toulon, le 31 JUIL. 2013

Pour le Préfet et par délégation,
Le Sous-Préfet Chargé de Mission

Boris BERNABEU

2 plans annexés



- Légende:**
- ◆ Investigation 2011 : carottier battu
 - ◆ Investigation 2011 : tarière mécanique
 - ◆ Investigation 2013 : carottier battu
 - ◆ Investigation 2013 : tarière mécanique



Client		Statut	
FIRMENICH		DEFINITE	
Projet		Formet	
Site de Sellans 06130 Grasse - Plan de gestion		A4	
Objet		N. du projet	
Localisation des investigations:		6085274	
Zone des anciennes cuves.		N. du dessin	
		2	
Echelle		Date	
1/250		AVRIL/2013	
		Auteur	
		P.D.	
		Accord P.E.	

